

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi après-midi, 23 mars 2017

Direction de la police et des affaires militaires

42 2016.RRGR.632 Motion 137-2016 Knutti (Weissenburg, UDC) Réorganisation du suivi des délinquants libérés

N° de l'intervention: 137-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 09.06.2016
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Tanner (Ranflüh, UDF)
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 08.09.2016
N° d'ACE: 52/2017 du 18 janvier 2017
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Réorganisation du suivi des délinquants libérés

Le Conseil-exécutif est chargé de redéfinir les compétences en matière de suivi des délinquants après leur libération, dans le but

- de réduire la charge administrative en mettant à profit les synergies existantes et en remédiant aux doublons;
- d'éviter les tâches ou les activités de suivi inutiles;
- d'assurer une réinsertion rapide et efficace.

Développement:

L'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement est chargé de l'exécution des peines et mesures par des adultes et des jeunes. L'article 75, alinéa 3 CP précise que le plan d'exécution établi avec le détenu doit contenir des mesures préparatoires en vue de la libération. Selon le code pénal, il incombe à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement de la Direction de la police et des affaires militaires (POM) d'assurer l'assistance de probation. Dans l'intervalle, les communes ont largement étoffé leurs services sociaux, de même que l'offre des offices régionaux de placement a été agrandie. Ces mêmes communes sont aussi responsables de l'hébergement et de la recherche d'emploi des délinquants encadrés par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP). Enfin, la même clientèle est placée sous la supervision de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, ce qui signifie l'implication d'une troisième Direction, celle de la justice, des affaires communales et ecclésiastiques. Une telle organisation peut conduire à d'inutiles problèmes de compétences et doublons et, donc, à des surcoûts. Il est grand temps de réorganiser le suivi des délinquants libérés pour réduire le nombre d'instances impliquées. Motivation de l'urgence: Les nombreux doublons et les coûts élevés dans les Directions justifient le caractère urgent de la présente demande.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le canton de Berne, la compétence en matière d'assistance de probation est attribuée à la Section de la probation et des formes particulières d'exécution de peines (SPFP) de l'Office de l'exécution judiciaire (OEJ, anciennement Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement) en vertu des articles 71 ss de la loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1), en relation avec l'article 10, alinéa 1, lettre c de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

(ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141). L'assistance de probation vise principalement à éviter une récidive des personnes condamnées.

En collaboration étroite avec divers services spécialisés (services sociaux, services de consultation en matière d'addictions, etc.), la SPFP apporte un soutien efficace aux personnes sous le coup d'une condamnation pénale. Elle est en outre responsable de l'exécution du travail d'intérêt général (TIG). Ce dernier est une forme de sanction autonome qui permet aux personnes condamnées de travailler plutôt que de purger leur peine dans une institution de détention. Il convient de souligner que le TIG n'est pas une mesure visant à la création d'emplois ou à la réinsertion par un office régional de placement (ORP), par une assurance sociale (assurance-invalidité, assurance-accident, assurance-maladie, etc.) ou par l'aide sociale.

Afin de garantir une intégration efficace et rapide par le travail et le logement, les collaborateurs de la SPFP travaillent étroitement avec des autorités relevant du droit des assurances sociales et du droit civil (ORP, assurance-chômage, autorités d'aide sociale des communes et de la SAP, assurances sociales telles qu'assurance-invalidité, assurance-accident, assurance-maladie, etc.). La collaboration avec les institutions privées est également indispensable. Cette coopération entre différentes instances permet de mettre à profit les synergies existantes de manière optimale et économique, d'éviter les doublons et de réduire la charge administrative.

Les compétences des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) sont définies dans le Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210), la loi fédérale du 17 décembre 2004 sur les conditions et la procédure régissant la stérilisation de personnes (loi sur la stérilisation; RS 211.111.1) et la loi du 1^{er} février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA; RSB 213.316).

Les tâches, les compétences et les responsabilités des APEA relèvent donc du droit civil. Par conséquent, l'exécution des peines sous la forme d'un TIG ainsi que le contrôle et le suivi de personnes condamnées en probation, qui sont devenus des tâches inhérentes au travail social professionnel de l'exécution judiciaire, dépasseraient le cadre des activités des APEA. La séparation entre droit civil et droit pénal en ce qui concerne les interventions et la gestion des dossiers doit être maintenue aussi dans le travail social. Une nouvelle répartition des compétences pourrait entraîner des conséquences négatives considérables, en particulier sur la sécurité publique dans le canton de Berne.

Le Conseil-exécutif souligne que d'importantes mesures ont déjà été prises en la matière afin d'éviter les doublons et de réduire les coûts. L'étroite collaboration entre l'OEJ, les assurances sociales et les partenaires de droit civil a fait ses preuves. Le Conseil-exécutif estime qu'un regroupement des tâches et des domaines de compétences de ces autorités n'a pas lieu d'être. C'est pourquoi il rejette la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 42. Es ist eine Motion von Grossrat Knutti. Der Regierungsrat will die Motion nicht annehmen, darum führen wir eine freie Debatte. Ich gebe Grossrat Knutti das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Das Amt für Freiheitsentzug und Betreuung ist verantwortlich für den Vollzug von Strafen und Massnahmen an Erwachsenen und Jugendlichen. In Artikel 75 Absatz 3 des Strafgesetzbuches ist festgehalten, dass im Vollzugsplan zusammen mit den inhaftierten Personen Entlassungsvorbereitung getroffen werden müssen. Zuständig für die Bewährungshilfe nach Strafgesetzbuch ist das Amt für Freiheitsentzug und Betreuung der Polizei- und Militärdirektion. In der Zwischenzeit sind aber die Sozialdienste in den Gemeinden und die regionalen Arbeitsvermittlungsstellen massiv ausgebaut worden und auch die Zuständigkeit für die Unterbringung und Arbeitsbeschaffung von Straftätern. Das wird betreut von der Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Zu guter Letzt kümmert sich ebenfalls die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde um die genannte Klientel, wodurch als dritte Direktion die Justiz- Gemeinde und Kirchendirektion involviert ist. Das kann nach unserer Auffassung zu unnötigen Abgrenzungsproblemen, Doppelspurigkeiten und natürlich zu Mehrkosten führen. Darum sind wir der Meinung, es wäre eigentlich höchste Zeit, dass man bei der Nachbetreuung eine gewisse Aktualisierung vornehmen würde. Deshalb fordern wir in unseren drei Punkten, dass man versucht, den Verwaltungsaufwand zu re-

duzieren und Synergien zu nutzen, um unnötige Ausgaben und unnötigen Betreuungsaufwand zu vermeiden.

Zur Antwort des Regierungsrats: Nach unserer Auffassung könnten wir eigentlich mit einem Postulat leben. Wir haben gesehen, dass in dieser Hinsicht schon gewisse Bestrebungen in Gang sind. Wir wären froh, wenn Sie dem folgen könnten, sodass man das prüft. Verbesserungen sind nach unserer Auffassung immer gut. Ich bitte Sie, das Postulat zu unterstützen.

Le président. Damit ist es also ein Postulat. Wir kommen zu den Fraktionen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Wir haben zu diesem Thema schon in der Januarsession debattiert und schon damals habe ich gesagt, dass dies ein wenig ein Wolf im Schafspelz ist. Es geht eigentlich um die Demontage der Bewährungshilfe. Der Kanton Bern hat als einer der ersten damit angefangen. Das war etwa in den 80er-Jahren. Ich habe selber etwa 1981 angefangen, in der Bewährungshilfe als freiwillige Mitarbeiterin zu arbeiten. Es war ein bahnbrechend neues Konzept. Es gab nämlich, um die Kosten tief zu halten, neben den Sozialarbeitenden viele junge Leute, die bereit waren, wie ich, einzelne Strafgefangene nach ihrer Entlassung zu betreuen und dafür zu sorgen, dass sie wieder Fuss fassen in der Freiheit. In der Zwischenzeit wurde dieses Modell von vielen Kantonen übernommen. Inzwischen habe ich – jetzt, in meinem neuen Job – von meinen 200 Patienten 40, die vom Strafvollzug kommen. Alle haben einen Bewährungshelfer, aber Sie können sicher sein, dass die Bewährungshelfer nichts mehr tun, sobald ein Klient in einem neuen Betreuungssettig ist. Es ist reine Theorie zu glauben, es würden dann etwa drei Sozialarbeiter jede Woche zusammensitzen und gemeinsam über einen Klienten debattieren. Man vereinbart kurz, wer zuständig ist, wer in einer Fallführung den Lead hat, und dann geht es los. Und nur, wenn es zum Beispiel um Fragen der Finanzierung von gewissen Wohnsachen oder um ähnliches geht, telefoniert man kurz miteinander.

Das Argument, das hier genannt wird, es gäbe Doppelspurigkeiten und Abgrenzungsprobleme, ist also aus dem sozialarbeiterischen Tierbuch. In der Realität ist das pragmatisch schon längst anders gelöst. Und Sie müssen sehen – und auch darum werden wir das Postulat ablehnen: Nicht jeder, der aus dem Strafvollzug kommt, ist in dem Sinn sozial so schwach, dass er keinen Job hat. Vergessen Sie das. Wir haben auch immer wieder Leute, die einen Job haben. Bei diesen muss man für die Bewährungshilfe zwei, drei Sitzungen abhalten, aber de facto ist da kein Sozialdienst involviert. Wenn wir in diesem Gesetzesartikel diesen Zahn ziehen oder das nur schon neu klären, dann haben wir hier keine saubere Nachbetreuung mehr gesetzlich implementiert. Und das ist wichtig. Man muss nicht etwas prüfen, das sich seit Jahren erfolgreich in der Zusammenarbeit mit Suchtinstitutionen, Sozialdiensten und Arbeitsprojekten eingebürgert hat. Einer hat den Lead, einer hat die Verantwortung und die anderen sind nur noch flankierend tätig, wenn es sie braucht. Das ist etwas, das man überall hat. Deshalb bitte ich Sie, das Postulat abzulehnen.

Marianne Schenk-Andereg, Schüpfen (PBD). Ich habe das Gefühl, in diesem Vorstoss werden wieder einmal Äpfel mit Birnen verglichen. In meinem Votum möchte ich kurz zeigen, wie das Zusammenspiel der verschiedenen Ämter und Direktionen bei der Bewährungshilfe, oder auch während diese Leute inhaftiert sind, aussieht. Die Sozialdienste: Ziel des Sozialdienstes ist es, den Hilfe- und Ratsuchenden zu wirtschaftlicher und persönlicher Selbständigkeit zu verhelfen. Personen, die sich in Haft befinden, werden nur minimal vom Sozialdienst unterstützt: Krankenkassenprämien, eventuell Mietzahlungen für drei Monate, monatliches Taschengeld, wenn zum Beispiel in einem Regionalgefängnis kein Peculium durch Arbeit verdient werden kann, da in den Regionalgefängnissen die Arbeitsangebote sehr beschränkt sind. Nach einer Haftentlassung kann sich die Person beim Sozialdienst melden. Bis jedoch die Anmeldeformalitäten erledigt sind, erhält die Person nur Nothilfe. Die Sozialdienste stellen in einigen Fällen Notunterkünfte als Übergangslösung in Pensionen oder einfachen Hotels zur Verfügung. Es sind aber nur wenige Sozialdienste, die dieses Angebot haben. Die Sozialdienste können schon von Gesetzes wegen nicht Bewährungshilfe – ich betone: Bewährungshilfe – sein für die Straftatlassenen.

Ich komme zum Regionalen Arbeitsvermittlungszentrum (RAV). Während dem Vollzug sind die Personen beruflich nicht vermittelbar und erhalten logischerweise auch keine RAV-Unterstützung. Sollte der Strafvollzug lange gedauert haben, sind sie bei fehlender Beitragszeit unter anderem versichert, wenn sie während insgesamt mehr als zwölf Monaten nicht in einem Arbeitsverhältnis stehen. Personen mit einer kürzeren Haftdauer sind nach der Gefängnisentlassung nicht automatisch wieder beim RAV versichert. Mit einem Loch im Curriculum durch den Strafvollzug sinkt die Chance für

Personen, die vor ihrer Straftat oder Verurteilung berufstätig waren, massiv. Ein Wiedereinstieg in den Arbeitsmarkt ist quasi ein absoluter Glücksfall, wenn ein Arbeitgeber gefunden werden konnte, der einem Straftlassenen eine Chance gibt.

Ich komme zur Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB). Wie vom Regierungsrat in seiner Antwort richtig erwähnt, bekommt die KESB ihren Auftrag aus dem Zivilgesetzbuch und dem Gesetz über den Kindes- und Erwachsenenschutz. Die KESB ist nicht proaktiv, sie bedarf eines Auftrags, zum Beispiel einer Gefährdungsmeldung durch die Bewährungshilfe. Der Auftrag der KESB und der Bewährungshilfe kann nicht gegeneinander abgewogen, sondern muss als sich ergänzend verstanden werden – ich betone: sich ergänzend.

Zur Abteilung Bewährungshilfe und alternativer Strafvollzug (ABaS): Die ABaS hat einen gesellschaftlichen und gesetzlichen Auftrag. Die Rückfallprävention als einer der Kernaufträge der ABaS ist ein wichtiges gesellschaftliches Anliegen. Die Aufgaben der Bewährungshilfe sind sehr vielschichtig und die Interventionen sind sehr individuell und auf die Bedürfnisse der Klienten und des Umfelds zugeschnitten. Die Bewährungshilfe ist für ihre Aufgabenerledigung fallspezifisch auf eine enge – ich betone: enge – Zusammenarbeit mit diversen Fachstellen wie RAV, Sozialdienste, Schuldenberatung, Betreuungsämter, Steuerverwaltung, Suchtberatung, Wohnprojekte, Staatsanwaltschaften, Gerichte, Polizeibeamte, Vollzugsanstalten, Stiftungen usw. angewiesen. Die Vermeidung von Doppelspurigkeiten liegt auch im profunden eigenen Interesse der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Bewährungshilfe als meist fallführende Koordinationsstelle. Dort die Sparschere anzusetzen, wäre also falsch. Weil der Motionär jedoch in ein Postulat gewandelt hat, können wir diesem auch zustimmen.

Hans Rudolf Schweizer, Utzigen (UDC). Es geht um die Neukonzeption der Nachbetreuung von Straftlassenen. Und es ist jetzt nicht mehr eine Motion, es geht um ein Postulat. Die Punkte wurden eigentlich schon erläutert und vor allem meine Vorrednerin hat nun die rechtlichen Dinge gesagt, darum kann ich das Referat im Namen der SVP eigentlich relativ kurz halten. Was uns hauptsächlich stört, ist das, was der Motionär beziehungsweise nun der Postulant schon gesagt hat: Nämlich dass die ganze Nachbetreuung bei drei Direktionen angesiedelt ist. Er hat gesagt, weshalb das so ist. Wir sind in der SVP nach wie vor der Meinung, man sollte die Nachbetreuung ein wenig straffen. Sie sollte vielleicht nicht mehr über drei Direktionen laufen. Darum stimmt die SVP-Fraktion dem jetzt gültigen Postulat einstimmig zu.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich kann es kurz machen. Die grüne Fraktion lehnt auch ein Postulat ab und beantragt Abschreibung, falls das Postulat angenommen werden sollte. Wir sehen keinen Handlungsbedarf. Wir haben nicht den Eindruck, dass im Kanton Bern die Straftlassenen überbetreut werden und beantragen aus diesem Grund die Abschreibung.

Le président. Das habe ich zur Kenntnis genommen.

Marc Jost, Thoune (PEV). Die Antwort des Regierungsrats beschreibt aus unserer Sicht gut, wie die Zuständigkeiten bei der Bewährungshilfe und den verschiedenen Player sind. Auch meine Vorrednerinnen, Grossrätin Schenk und Grossrätin Mühlheim, haben das gut beschrieben. Die EVP-Fraktion hat keine Hinweise, dass es Probleme gibt, dass Abläufe falsch laufen oder die Absprachen nicht funktionieren. Und es ist auch bezeichnend, dass selbst der Motionär keine konkreten Beispiele aufgezeigt und erläutert hat, wo das angeblich der Fall sein soll. Ich habe viel mehr den Eindruck, dass Grossrat Knutti hier eine Art neues Lieblingsthema aufgegriffen hat, bereits in der letzten Session und hier nun wieder. Vielleicht nimmt er sich nach dem Asylbereich nun die Bewährungshilfe vor; vielleicht auch ein wenig, um den eigenen Wählern zu zeigen, dass man aktiv ist. Die EVP-Fraktion wird auch ein Postulat nicht unterstützen weil wir, wie gesagt, keinen Handlungsbedarf sehen. Wir haben Vertrauen in die Antwort des Regierungsrats und haben auch keine anderen Hinweise, hier zu handeln.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Für meine Fraktion kann ich auch sagen: Der Regierungsrat hat hier eine fachlich richtige und gute Antwort geliefert auf die Fragen der Motion, die jetzt ein Postulat ist. Wir lehnen auch ein Postulat ab. Uns geht es auch so: Wir haben keine Hinweise, dass wir hier ein Problem hätten punkto Kosten. Es ist gut investiertes Geld in die Bewährungshilfe. Es sind im Jahr 500 bis 600 Fälle, welche die Bewährungshelfenden unterstützen. Es ist wichtig, dass wir Leute, die aus dem Gefängnis kommen, dabei unterstützen, wieder ins Zivilleben zu kommen, damit sie

möglichst nicht mehr rückfällig werden und sie den Anschluss an die Zivilgesellschaft wieder finden. Erwähnen möchte ich an dieser Stelle aber auch noch, dass es nicht nur die professionelle Bewährungshilfe gibt. Vielmehr gibt es im Kanton Bern wirklich auch Leute, welche die Bewährungshilfe ehrenamtlich unterstützen. Über 200 Leute helfen in der Bewährungshilfe. Diesen Leuten gilt es hier auch einmal dafür zu danken, dass sie mithelfen bei dieser wichtigen Arbeit für die Integration von Leuten, denen es vielleicht nicht immer gut gegangen ist und die wir wieder in die Gesellschaft integrieren möchten, sodass sie wieder arbeiten und aktiv sein können. Darum: Wir sehen auch für ein Postulat keine Notwendigkeit und empfehlen Ihnen auch heute, das Postulat abzulehnen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Inhaltlich und fachlich hat es Marianne Schenk sehr gut auf den Punkt gebracht. Ich erlaube mir deswegen ein paar allgemeinere politische Bemerkungen. Wenn ein Vorstösser schreibt, dass man möglicherweise mit einer Neuorganisation, mit einer Umstrukturierung Abgrenzungsprobleme oder Doppelspurigkeiten eliminieren könne, dann finde ich das sehr schwach. Das reicht für mich und für die FDP-Fraktion nicht, um hier eine grosse Umstrukturierung zu prüfen oder dann auch zu vollziehen. Es klingt zwar sympathisch, wenn man sagt, man könne ein heute sehr komplexes System möglicherweise vereinfachen. Aber wenn man es analysiert und vielleicht eine Neuorganisation macht, wie gross ist dann der Mehrwert? Wir erachten diesen nicht als wirklich substantiell. Die Motion hätten wir auf jeden Fall abgelehnt, beim Postulat werden vielleicht einige zustimmen. Aber nochmals: Ich kann es nicht unterstützen, nur aufgrund einer Vermutung, man könne vielleicht Doppelspurigkeiten eliminieren, eine grosse Übung an einem komplexen Räderwerk in Gang zu setzen. Man kann vielleicht das Beispiel eines komplexen Uhrwerks nehmen. Wenn man dort justieren will, kann man das mit «schrüble» tun, aber nicht, indem man mit dem Hammer draufhaut, alles auseinandernimmt und neu zusammensetzt. Eine Motion hätten wir abgelehnt, bei einem Postulat gibt es möglicherweise einzelne Ja-Stimmen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Als Mitmotionärin finde ich es ein wenig daneben, wenn hier jemand einfach sagt, das, was wir hier verlangen, sei aus dem Tierbuch. Es ist immerhin eine Motion von vier SiK-Mitgliedern, die diese Sache jetzt während drei Jahren studiert und gesehen haben, was mit den Gefangenen gemacht wird und wie die Nachbetreuung ist. Und dann ist das auch noch jemand, die involviert ist im Ganzen, die eigentlich in den Ausstand treten sollte und hier gar nichts sagen sollte, weil sie nämlich finanziell profitiert von dieser ganzen Bewährungshilfe. Ich finde das daneben.

Noch etwas an die, die jetzt immer von der Bewährungshilfe gesprochen haben: Das finde ich auch nicht seriös, wenn man unsere drei Punkte, die wir verlangen, richtig liest. In der Motion steht nichts von Bewährungshilfe. Wir waren in verschiedenen Strafanstalten und wir haben einfach festgestellt, dass die Inhaftierten vom ersten Tag an sehr gut auf die Freiheit vorbereitet werden. Sie haben persönliche Fahrpläne, was sie nötig haben an Therapie, an Arbeitstherapie oder zur Frage, wie man die Finanzen im Griff halten kann. Sie haben Dossiers für jeden Strafgefangenen. Sogar jene, die diese Anstalten leiten, haben mir gesagt, im Prinzip seien sie nachher sehr gut vorbereitet und sie müssten auch so entlassen werden, dass sie ihr Leben wieder selber in die Hand nehmen können. Und wenn sie nicht fähig seien, gäbe es eben Sozialdienste und es stünden alle die anderen Hilfen zur Verfügung. Also sogar jene, die auf diesem Gebiet arbeiten, haben gesagt, es habe im Strafvollzug wirklich eine Veränderung stattgefunden, bei der man vielleicht herausfinden könnte, wie man die Doppelspurigkeiten, die wirklich existieren, eliminieren könnte. Denn es stehen riesige Kosten dahinter. Jene, die davon profitieren, wollen natürlich dort nichts von ihrem Kuchen abgeben. Darum möchte ich Sie bitten, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Ich denke, der Regierungsrat ist bereit, er kennt ja die Zustände, wie sie heutzutage sind. Man könnte das wirklich prüfen.

Le président. Der Vorstösser will vor dem Regierungsrat reden, bitte Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Danke für diese Diskussion. Es ist tatsächlich so, Kollege Marc Jost, dass in dieser Motion kein Beispiel genannt wird. Die Motion ist aus einem anderen Grund entstanden. Wir haben das Thema einmal in einer Kommissionssitzung besprochen und da hat man uns von Seiten der Verwaltung bestätigt, es gebe in einer Gesamtschau gewisse Doppelspurigkeiten und wahrscheinlich würde es Sinn machen, das neu anzuschauen und vielleicht neu zu organisieren. Darum haben wir diese Motion eingereicht. Ich habe eigentlich nicht das Gefühl, dass ich zu wenig Arbeit habe und mir langweilig ist oder dass ich irgendjemandem etwas schuldig bin, sodass ich Vorstösse einreichen muss. Simone Machado war übrigens auch an dieser Sitzung. Ich

hoffe, dass wir in der gleichen Sitzung waren. Ich war heute zwar schon beim Polycom-Geschäft nicht mehr ganz sicher, ob wir immer in der gleichen Sitzung sind. Aber du hast das dort auch gehört. Und ich bin der Meinung, ein Postulat wäre hier nicht zu viel verlangt, damit man dies einmal anschauen würde. Wir verlangen ja nicht eine riesengrosse Prüfung, aber dass man einfach ein wenig schaut und das sicher im Auge behält, ob man etwas reduzieren könnte. Darum bitte ich Sie, das zu unterstützen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich freue mich, dass Frau Grossrätin Geissbühler festgestellt hat, wie gut die Strafgefangenen, wenn sie entlassen werden, vorbereitet sind. Daran hat nämlich die Gesellschaft ein Interesse, dass diese einigermaßen gut vorbereitet sind für das Leben draussen. Herr Grossrat Knutti hat dargestellt, wie in der Sicherheitskommission diese Thematik besprochen wurde. Das ist so. Wir, beziehungsweise mein Amtsvorsteher, Thomas Freytag, hat dargestellt, welche Reorganisationen im Amt für Justizvollzug nun angedacht sind und geschehen werden. Und das hat auch die Abteilung Bewährungshilfe und alternativen Strafvollzug betroffen. Offenbar hat ein Teil der Mitglieder des Grossen Rats noch nicht genügend breite Kenntnisse der relativ komplexen Zusammenhänge. Ich bin Frau Grossrätin Schenk dankbar, wie sie das präsentiert hat. Wir werden auch bei einer erweiterten Überprüfung, wenn das als Postulat angenommen wird, vermutlich auch in Zukunft die Situation haben, dass mehrere Direktionen betroffen sind. Das ist nicht böser Wille, aber die KESB ist nun einmal eine Angelegenheit der JGK und das Sozialwesen, die Sozialämter, haben einen Bezug zur GEF. Das wird man nicht ändern können. Aber selbstverständlich bin ich als Mitglied der Regierung bereit, das Verdikt des Grossen Rats anzunehmen. Wenn das als Postulat überwiesen wird, dann prüfen wir diese ganzen Angelegenheit nochmals umfassend.

Le président. Frau Machado darf noch bekannt geben, ob sie an der Sitzung war oder nicht. (*Hilarité.*)

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich war wirklich an beiden Sitzungen und ich bin eigentlich immer dafür, dass man schaut, ob es Überschneidungen gibt oder ob man Geld sparen kann. Aber ich habe wirklich auch, wie Marc Jost, den Eindruck, dass es – ich sage es etwas krasser – einen neuen Prügelknaben gibt nach den Ausländerinnen und Ausländern. Und da mache ich nicht mit, ich mag nicht immer gegen die Schwächsten kämpfen.

Le président. Gut, das nehmen wir zu Protokoll. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen über ein Postulat ab. Wenn es überwiesen wird, werden wir in einem zweiten Durchgang über die Abschreibung abstimmen. Es liegt ein entsprechender Antrag der grünen Fraktion vor. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (adoption de la motion sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet de la motion (sous forme de postulat)

Oui 47

Non 83

Abstentions 0

Le président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Werte Kolleginnen, werte Kollegen wir sind am Ende der ersten Sessionswoche angelangt. Ich wünsche Ihnen eine gute Heimkehr und ein schönes Wochenende.

La séance est levée à 15 heures 58.

Les rédactrices:

Selina Krause (d)

Sara Ferraro (f)

